

DU FRONT ÉLARGI AU MOUVEMENT SOCIAL : QUEL GPS ?

Par Marc Sinnaeve

Mouvement citoyen, mouvement syndical, mouvement social... Dans l'effervescence actuelle des mobilisations et de la contestation sociales, il est crucial de s'interroger sur la nature, les objets et les formes des expérimentations communes ou transversales en cours. Même si elles ne constituent pas une première, ces expériences revêtent une importance considérable pour qui veut dépasser le stade d'alliances circonstancielles et entend enraciner (l'idée d') un front social élargi.

À la suite des initiatives des *Acteurs du temps présent* et de l'*Alliance D 19-20*, à d'autres niveaux, *Hart Boven Hard* et *Tout autre chose* ont émergé sur une double ligne commune.

L'opposition, d'abord, aux programmes gouvernementaux d'austérité budgétaire, que ceux-ci soient érigés par la droite majoritaire au fédéral et en Flandre en condition *sine qua non* de toute « bonne gouvernance », ou qu'ils soient présentés, *a minima*, par les majorités de centre-gauche des échelons fédérés francophones comme un ordre de marche de la Commission européenne à suivre bon gré, mal gré, « respect des règles communes » oblige.

Pour faire front avec quelque chance d'aboutir à un résultat, la nécessité d'initiatives larges, socialement et sectoriellement diversifiées, s'est imposée graduellement à l'ensemble des protagonistes de la contestation. Par-delà les *a priori* et les réticences des uns ou des autres... C'est la deuxième dimension qui relie les nouveaux mouvements citoyens et autres alliances récentes : la volonté « constitutive » d'établir un rapport de force qu'échouaient à construire, séparément, jusqu'ici, les composantes organiques du modèle sociopolitique belge institué, organisations syndicales, d'une part, associations socioculturelles (au sens large), d'autre part. Et la prise de conscience de leurs propres limites est devenue plus palpable encore dans la configuration actuelle inédite qui voit l'ensemble de leurs relais politiques siéger sur les bancs de l'opposition fédérale.

IMBRICATION ET POSITIONNEMENT

La dynamique inclusive nouvelle passe bien, selon Dries Douibi, membre du comité de conseil du *Kunstenfestivaldesarts* et fortement impliqué dans *Hart Boven Hard*, par un « *changement radical de relations entre citoyens et État* », mais aussi par une redéfinition des rapports entre les citoyens et leurs associations, ainsi qu'entre les associations et le politique... En même temps, confient les porte-paroles rencontrés par *Agir par la culture*, l'objectif n'est pas de « casser » les piliers, ni de les concurrencer de l'extérieur. Alors qu'elle est directement mise en cause par le pouvoir politique en Flandre, l'imbrication dans l'État de moins en moins social des associations et des organisations intermédiaires – le concept de « *Middenveld* » du côté flamand – pose la question de l'avenir du positionnement politique, « partisan » ou « autonome », des mouvements et de la contestation. Ceci, des deux côtés de la frontière linguistique, même si les accents et le degré d'urgence diffèrent.

Mais les initiatives fédératrices qui se développent ne sont-elles pas, dès aujourd'hui, chacune à leur manière, comme le suggère Jean Blairon de l'asbl RTA dans une série d'analyses-manifestes sur la nécessité et les modalités d'un « front social élargi »¹, autant de tentatives de réponse au problème plus large, plus structurel, que représente « *l'affaiblissement de la critique du capitalisme et du contre-pouvoir* » depuis la fin des années 1960 ?

Une piste concrète, à cet égard, que défrichent les nouvelles formes d'appel à résistance est de lutter contre la dispersion des énergies et la tentation « disjonctive » (ou... ou...) souvent à l'œuvre dans le mouvement social, c'est-à-dire contre la logique du « pré-carré » qui tend à séparer les collectifs les uns des autres et de leurs revendications respectives. Au mieux, souvent, un groupe qui ne se sent concerné que par un mot d'ordre de la plateforme, se montrera indifférent aux autres revendications, au pire il en dénierait la légitimité ou en incriminera la concurrence.

LES ATOUTS DE LA CONJONCTION

Il faut, dans un premier temps, pouvoir croiser et conjuguer, dans la mobilisation, les priorités des uns et des autres, comme le souligne Jan Busselen d'*Hart Boven Hard* : « *Les thèmes des droits des chômeurs ou du Traité transatlantique (TTIP) ne suscitent pas autant le débat ou la contestation en Flandre qu'au sud du pays. L'inverse peut être vrai aussi. Je pense qu'on doit pouvoir travailler ensemble, de façon flexible, sur des problématiques ou des revendications de nature différente, qui ne nous concernent pas forcément, chacun, au même degré, que ce soit au Nord ou au Sud. Mais en même temps sans se perdre.* »

Cela revient, notamment, à intégrer revendications « matérielles », liées aux rapports de production, et revendications « immatérielles », qui procèdent, elles, du logiciel culturel ou mental de l'époque que mobilisent les stratégies des forces globales

¹ Jean Blairon et Christine Mahy, « Vers un front social beaucoup plus large », septembre 2014 ; Jean Blairon et Christine Mahy, « Vers un front social élargi : quel objet et quelle forme ? », novembre 2014 ; Jean Blairon, « La multiplication des plateformes de mobilisation : comment l'appréhender ? », avril 2015 ; Jean Blairon et Isabelle Dubois, « La création de plateformes, une nouvelle forme de mobilisation politique ? », janvier 2015, Analyses et études de RTA asbl, disponibles en ligne sur intermag.be.

dominantes et qui démobilisent l'énergie affective et psychique des corps sociaux subissants. Ainsi, la lutte contre le creusement des inégalités sociales, montre Blairon, passe-t-elle par le dévoilement des « asymétries de traitement » entre les uns et les autres : entre, d'un côté, les travailleurs avec ou sans emploi, qui sont voués aux efforts et aux sacrifices imposés (et ils le sont d'autant plus, imposés, à mesure que la relation à l'emploi se fragilise et que les personnes concernées sont appauvries), et, d'un autre côté, les investisseurs, les actionnaires, les multinationales... aux régimes fiscaux aménagés à des fins d'attractivité (et ils le sont d'autant plus, aménagés, que l'on monte dans l'échelle des ressources).

Faute de mettre au jour, de manière visiblement conjuguée, ces traitements *immatériels* en miroir inversé, on se condamne à devoir laisser le discours dominant dérouler son argumentaire bien connu : celui qui, au nom de leur caractère « naturel », « nécessaire » ou « inéluctable », justifie les mesures d'austérité *matérielles* qui sont prises « pour le bien de tous », alors que la répartition différentielle de ces mesures nourrit, en fait, les inégalités en faveur des intérêts des uns et au détriment de ceux des autres.

D'où l'importance de l'entreprise de déconstruction des discours politiques auxquels s'attaque *Tout autre chose* : « *Notre mouvement n'a pas vocation à devenir un parti politique, fait observer Véronique Clette-Gakuba, mais, au contraire, à opérer des synthèses de façon de penser différentes. Trop longtemps, dans notre rapport à la politique classique, nous nous sommes laissés anesthésier ; nous avons été comme capturés par une espèce de pensée unique, ou, plus exactement, par une interdiction de penser* ». Et chez *Hart Boven Hard*, on recourt à une palette d'expérimentations « joyeuses », artistiques, symboliques ou humoristiques, visant l'activation de l'imaginaire, de la curiosité, plutôt que l'expression « dure » de la colère.

On peut estimer que de telles démarches s'inscrivent dans le cadre des luttes « culturelles », luttes pour le renforcement de la richesse culturelle ou de la capacité subjective des individus : on entend par là les connaissances, les capacités d'agir, de créer, d'organiser..., et les ressources symboliques dont disposent les populations pour se réaliser effectivement comme acteur ou comme sujet.

LUTTES CULTURELLES ET SOCIALES

De façon « conjonctive », une fois encore, ces luttes culturelles vont de pair avec les luttes sociales pour l'égalité des droits et un partage plus équitable des richesses matérielles. Car on est bien là dans un travail social, éducatif, culturel qui détermine les conditions subjectives de l'action sociale, ou, pour emprunter à la pensée du philosophe Félix Guattari, un travail qui contribue à « *la production des conditions de toute production* ».

Intégrer pleinement ce travail d'enrichissement subjectif au mouvement en cours représente aussi, sans doute, une manière de rencontrer ce qu'Alain Touraine appelle, dans la culture individualiste de l'époque, le « thème du sujet » : la volonté de constituer un antidote à la force « noire » de l'individualisme, à savoir un consumérisme dicté par l'argent, par la domination, par la propagande.

Dans un de ses derniers ouvrages, *La fin des sociétés*, le sociologue des mouvements sociaux, en souligne la nécessité : « *Les Européens ont raison de défendre bec et ongles des politiques qui combinent protection sociale et redistribution des revenus, surtout quand elles sont associées à un impôt progressif. Mais ces objectifs ne sont plus suffisants ; non pas tant parce que les moyens financiers nécessaires à leur réalisation manquent, mais avant tout parce qu'ils négligent, parfois de manière scandaleuse, les droits et les demandes des sujets humains. C'est ce que nous exprimons maladroitement lorsque nous parlons du manque d'humanité, de respect ou d'écoute des institutions à l'égard de ceux qu'elles traitent comme de simples demandeurs d'aides sociales, alors que ces personnes ont besoin en plus d'une protection contre les accidents de la vie, que l'on encourage leur capacité d'indépendance et d'initiative.* »

Construire, chemin faisant, un maximum de points d'accord autour de ces divers enjeux de conjonction peut favoriser l'élaboration d'une identité commune, structurée et structurante, entre nouveaux partenaires, citoyens, associatifs et syndicaux. Car, pour le Touraine « historique » cette fois, c'est par le biais de la définition d'une telle identité autour de différentes conditions que peut advenir un véritable mouvement social.

Une société dit-il, est « produite », ou structurée, par un « enjeu central » (ou sociétal) que traduisent la conflictualité des acteurs et leurs capacités pratiques respectives à identifier cet enjeu ainsi que la ressource centrale qui permet le développement réel des sociétés (le travail industriel, hier). Le véritable mouvement social existe à partir du moment où l'acteur qui le constitue est capable d'identifier cette ressource, d'abord, d'en proposer une interprétation non dominée, face au sens qu'en impose un adversaire lui aussi identifié, ensuite, de nommer sa contribution propre dans la production de cette ressource, de réclamer la rétribution de cette contribution, et de se donner les moyens de faire de cette revendication un enjeu de société global, enfin.

Si, s'étant déplacé au niveau européen, le contexte dans lequel un mouvement social de grande ampleur pourrait naître est entièrement nouveau, avec le haut degré d'imprévisible que cela suppose, les fondations existentielles d'un tel mouvement restent les mêmes.